

sés. Une confrontation avec les provinces ne règlera rien. Nous avons déjà assisté à des confrontations entre le premier ministre (M. Trudeau) et les provinces, à divers sujets, y compris l'énergie, le logement et les tarifs-marchandises. Ces confrontations avec les provinces ne résoudre aucun problème. Des ententes et des dispositions significatives avec les provinces nous aiderons à résoudre nombre de nos problèmes.

Hier, nous avons parlé de l'établissement d'un ministère énergique des Affaires urbaines, qui soit aussi important que n'importe quel autre ministère. N'oublions pas que deux tiers des Canadiens demeurent dans des centres urbains et que la population des villes de Montréal et Toronto l'emporte sur celle de l'Alberta, par exemple. Étant donné que deux tiers des Canadiens se concentrent dans de grands centres urbains, il me semble que le moment est venu pour le gouvernement d'assumer ses responsabilités en établissant un nouveau ministère.

Nous disions hier que le gouvernement devrait abolir la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, mais le ministre s'est moqué de nous. Le gouvernement dépense actuellement environ 22 milliards par année et nous devons nous rendre compte que cette taxe de vente n'est pas calculée sur l'ancienne assiette de l'impôt. Une maison qui coûtait \$25,000 à l'époque où Walter Gordon a créé cette taxe coûterait à l'heure actuelle \$85,000 à la construction. Cette taxe n'est pas fixée sur l'ancien prix de base mais sur le prix inflationniste. Est-ce juste et équitable pour les Canadiens? Je pense que le gouvernement ne peut pas se soustraire à son devoir car il est responsable de l'inflation au sein de notre pays.

● (1530)

Ce qui s'est passé, c'est que cette inflation galopante a fait des biens essentiels des biens de luxe. L'alimentation, les vêtements et le logement, qui sont des biens essentiels à l'heure actuelle, deviennent des produits de luxe pour les Canadiens parce que notre gouvernement n'a pas su élaborer un programme original pour résoudre ce problème.

Le gouvernement ne peut pas se soustraire à sa responsabilité. Par ses politiques économiques, il a contribué au coût élevé du logement. Le ministre parle de diminuer la taxe imposée aux édifices et aux centres commerciaux. Nous cherchons davantage à diminuer la taxe sur les maisons. J'aimerais rappeler au ministre, après cet argument vague et futile, que les centres commerciaux vendent des produits alimentaires, des vêtements et d'autres biens essentiels aux Canadiens et que lorsqu'ils sont construits et qu'une taxe est imposée aux matériaux de construction, ce coût supplémentaire se reflète sur le prix que les consommateurs doivent payer pour l'alimentation, l'habillement et ainsi de suite. Le ministre n'est certainement pas naïf. Il sait que tout cela se reflète sur les prix à la consommation. Ce genre de beau discours n'est pas une excuse. En fait, cela prouve tout simplement que son programme de 100 millions de dollars n'est qu'une tactique de diversion.

Permettez-moi d'expliquer ce que signifie le terme «diversion». Si l'on s'approche d'une mare où se trouvent des canards et des canetons, au printemps, la cane, dans le but de détourner votre attention de ses canardeaux, fait semblant d'avoir une patte ou une aile cassée. Voilà en quoi consiste ce programme de 100 millions de dollars. Il vise à détourner l'attention des Canadiens du coût élevé des maisons et du fait qu'elles leur sont inaccessibles. On pourrait l'appeler le programme «à l'aile cassée». Nous avons déclaré hier qu'une partie des taxes qui grèvent les

Affaires urbaines

propriétés résidentielles et des intérêts sur les hypothèques devraient être déductibles du revenu imposable afin de donner à l'acheteur d'une maison un moment de répit. Dieu sait à quel point on a abusé de lui à l'heure actuelle et il a assez souffert. Nous parlions des taux d'intérêt. Il faut étudier l'ensemble du programme du gouvernement.

Le premier ministre (M. Trudeau) a parlé aujourd'hui de diminuer les taux d'intérêt; nous connaissons donc la situation dans ce domaine. Les gens ne peuvent plus payer des taux d'intérêt élevés. J'ai traité de cela hier et je n'y reviendrai pas aujourd'hui. Si d'autres pays peuvent encourager des institutions de prêts à affecter un certain montant à des prêts hypothécaires à des taux d'intérêt raisonnables, nous pouvons sûrement en faire autant. Si d'autres pays sont capables d'avoir un taux d'intérêt modique, le Canada le peut sûrement lui aussi.

Selon toute apparence, le problème a deux causes: le maximum du revenu donnant droit aux prêts et le maximum du revenu brut que la Société centrale d'hypothèques et de logement permet de dépenser pour le logement. Ainsi la Société n'approuverait pas un prêt dans le cas où l'intéressé devrait dépenser plus que 25 p. 100 de son revenu brut pour le principal, l'intérêt et les taxes. Par conséquent, en vertu de ce programme, personne ne peut payer plus du prix maximum, soit \$26,000 pour une maison. Or, peut-être à une exception près, ce montant est insuffisant pour acheter une maison convenable dans n'importe quelle ville. Où peut-on acheter une maison de \$26,000 au Canada de nos jours? Dans certaines villes comme Vancouver, Toronto et d'autres grands centres urbains, comme je le disais hier, il y a des terrains à bâtir qui valent \$26,000. Et pourtant hier, le ministre prononçait ces belles paroles:

Le gouvernement fait tout son possible pour persuader les provinces et les municipalités de recourir aux fonds mis à leur disposition pour résoudre le problème du logement et celui du coût.

Depuis la nomination du ministre actuel et sous la direction de son prédécesseur, quel programme le gouvernement libéral a-t-il jamais mis en œuvre pour bloquer le prix des maisons ou des habitations au Canada? Le ministre dit qu'il met tous ces fonds à la disposition du logement. Il ajoute que c'est à nous d'en profiter. Veut-il dire qu'il y a des provinces ou des municipalités qui opposent une résistance à cet argent qu'il leur offre? Demandez au maire de Calgary, à celui de Vancouver ou de Toronto ou de Montréal. J'ai reçu des lettres de ces messieurs. Vous y trouverez la réponse aux belles paroles du ministre hier.

J'approuve les déclarations faites hier par plusieurs députés. Je voudrais me reporter surtout à celle du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), le 13 mars, où il critiquait le programme de projets témoins de 100 millions de dollars. Puisqu'il a parlé de ce programme, il vaut la peine de dire en quoi il consiste pour que les Canadiens sachent à quoi s'en tenir. Nous trouvons dans la déclaration ministérielle le passage suivant:

Nous devons monter des projets témoins illustrant l'application efficace de nouvelles conceptions et méthodes de construction domiciliaire; la rentabilité de nouveaux systèmes urbains à basse consommation d'énergie; de nouvelles façons d'exploiter au maximum les ressources naturelles rares et coûteuses par un recyclage à fins multiples; et des techniques nouvelles appliquées...

C'est l'étude. Je le répète, c'est l'étude qui coûte aux contribuables 100 millions de dollars, environ \$55,000 par jour pendant cinq ans. Comme en fait foi la page 454 du hansard, voici ce que le député d'Oshawa-Whitby avait à dire dans son discours: